

## Journée d'études DEF19 n° 2

### Marges et périphéries du monde du livre

#### Résumés des communications

Dominique Lerch (CHCSC).

#### *Pour une histoire de l'imprimerie lithographique*

La lithographie s'installe progressivement en France à partir de 1815. Comme pour l'impression à la lettre ou la librairie, il est nécessaire de disposer d'un brevet, au service de plusieurs besoins : la voie artistique, l'imprimerie de luxe, l'imagerie, production de masse ou encore l'illustration, scientifique ou pour le marché enfantin. Afin de se frayer un chemin, l'historien doit maîtriser plusieurs sources : aux Archives nationales, la série F18 (les brevets eux-mêmes, les refus ou les déclarations après la loi de 1870...) et le minutier central. Les Archives départementales amènent la focale sur d'autres éléments : la censure d'images, les faillites, les inventaires après décès, les dénombremens industriels... Les Archives municipales ne sont pas à négliger, d'autant plus que la plupart des lithographies constituent un équipement urbain. Les cabinets des estampes, celui de la Bibliothèque nationale de France comme ceux de province, conservent un grand nombre de planches. Les fouilles archéologiques peuvent aussi venir au secours de l'oubli (par exemple la politique d'anéantissement des collections juives n'a pas pu s'attaquer aux génizah qui sont actuellement fouillées et recèlent des planches inconnues). Enfin, il peut arriver que l'entreprise existe encore ou que ses archives soient sauvegardées : ainsi les fiches bancaires d'Epinal ou les registres d'expédition de Wentzel à Wissembourg.

Gilles Palsky (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8504

Géographie-cités).

#### *Voir le monde. Les atlas généraux et universels dans l'édition française du XIXe siècle*

L'atlas reste au XIXe siècle un objet éditorial particulier, par son caractère hybride : livre de cartes, il relève à la fois de la production de livres et de celle d'estampes. Cet état de choses entraîne une certaine labilité de l'objet atlas, les cartes ou planches pouvant être recomposées en recueils différents. La période, qui correspond à un accroissement rapide des connaissances géographiques, peut sembler favorable aux éditeurs d'atlas, ces ouvrages demandant alors un renouvellement fréquent. Pourtant, nous montrerons que les atlas généraux ou universels restent longtemps produits par de petits éditeurs-imprimeurs spécialisés, aux moyens limités, qui font qu'ils apparaissent comme une production à faible valeur scientifique et connaissent un net déclin au cours de la période. Ce n'est qu'à la fin du siècle que l'on peut parler d'une modernisation de l'édition d'atlas, celle-ci passant entre les mains d'éditeurs plus puissants, portés par le développement, sous la IIIe République, des livres destinés à l'enseignement.

Marguerite Sablonnière (Bibliothèque nationale de France).

*Recenser les éditeurs de musique au XIXe siècle : sources et instruments de travail*

Grâce aux travaux réalisés par F. Lesure et A. Devriès qui ont donné lieu à la publication du *Dictionnaire des éditeurs de musique français* (Genève : Minkoff, 1979-1988), notre connaissance du monde de l'édition musicale s'est considérablement enrichie. Des fiches très détaillées sur plus d'un millier d'éditeurs, principalement parisiens, montrent ainsi la vitalité de leur activité tout au long du XIXesiècle, et ce malgré une concurrence étrangère qui s'amplifie à partir du milieu du siècle. Des lacunes inhérentes à ce type d'outil sont toutefois mentionnées par les auteurs du *Dictionnaire*. Je reviendrai par conséquent sur les sources qui ont permis sa réalisation ainsi que sur l'utilisation de cet outil pour la création des notices d'autorité dans le Catalogue général de la Bibliothèque nationale de France. Les spécificités de la production de partitions et le positionnement des éditeurs et marchands de musique dans le paysage éditorial du XIXe siècle seront également évoqués, de même que les techniques de réalisation de partitions et les moyens de leur diffusion.

Anne Urbain

*De rose et d'ombre : éditer et publier la littérature érotique dans la seconde moitié du XIXe siècle (France, Belgique).*

Le Second Empire et, plus encore, les débuts de la III<sup>e</sup> République correspondent à une période faste pour la littérature érotique, dont le corpus commence en partie à se patrimonialiser tout en explorant les voies nouvelles ouvertes par les mutations du livre et des pratiques de lecture. Entre promotion de l'avant-garde littéraire, militantisme politique, bibliophilie érudite, opportunisme commercial et volonté de brocarder un puritanisme tracassier et parfois sans pitié, l'édition érotique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se déploie en une galaxie disparate qu'on essaiera de déchiffrer.

Florence Ferran (Université de Cergy-Pontoise, Laboratoire AGORA, EA 7392).

*« Des imprimés à la marge ? Les éphémères sur l'art des Lumières et leur patrimonialisation au 19<sup>e</sup> siècle ».*

L'entrée de la Collection Deloynes au Cabinet des Estampes en 1881, à l'initiative du conservateur Georges Duplessis, témoigne de l'attention patrimoniale prêtée au 19<sup>e</sup> siècle à cet ensemble disparate de manuscrits et d'imprimés périodiques et éphémères sur l'art, collectés entre 1673 et 1808 par Pierre-Jean Mariette, Charles-Nicolas Cochin et Jean-Charles Deloynes. Si la catégorie des éphémères peut paraître *a priori* marginale par rapport au monde du livre et du journal, la notion même de marge se trouve interrogée par la place centrale des éphémères non seulement dans l'activité éditoriale artistique des Lumières, mais dans la collection Deloynes elle-même, sa composition, son histoire et celle de ses acteurs, à une période où l'« on fouille dans les Bibliothèques et les Archives pour y découvrir des matériaux inconnus et presque effacés de l'histoire (*Revue universelle des arts*, « Avant-propos », t.1, 1855).

Flavien Bertran de Balanda (Université de Paris IV-Sorbonne, Centre d'histoire du XIXe siècle).

*Nains et girafes. Contourner la censure : les stratégies de publication marginale dans la France du premier XIXème siècle (1799-1830)*

La Révolution puis les divers régimes qui se sont succédé dans le premier XIXème siècle ont chacun tenté d'imposer leur discours officiel. Or la presse, en plein essor, se constitue régulièrement en contre-pouvoir redoutable. Plus largement, des formes intermédiaires et éphémères d'imprimés fleurissent : ouvrages anonymes, pamphlets, libelles, tracts... Se dessinent derrière elles des stratégies éditoriales plus ou moins subversives. Des temps forts tels que les Cent-Jours ou le rétablissement de la censure en 1827 révèlent l'ampleur du phénomène, dont la Révolution de 1830 procède en bonne partie.

Odile Krakovitch (Archives nationales).

*Les éditeurs de chansons sous le Second Empire : censure ou tolérance ?*

Les chansons imprimées sont encore peu nombreuses, à la fin du Second Empire, et servent surtout au commerce des colporteurs. L'important développement de leur impression, à partir de 1865, s'explique par la multiplication des cafés concerts qui veulent pouvoir fournir au public parisien les partitions et textes des succès de leurs répertoires. Les directeurs des cafés concerts qui ne déposaient ces chansons, dans les années 1860, que de façon irrégulière à la police, furent obligés, à partir de 1867, de les soumettre systématiquement à la censure du ministère de l'Intérieur. En ces trois dernières années du Second Empire, furent donc déposés plusieurs milliers de chansons dont un dixième, classé à part, est constitué des chansons interdites. Très peu de ces chansons étaient imprimées, mais leur chiffre croît de façon exponentielle au fur et à mesure de ces trois années. Je me propose, dans cette communication, de lister les imprimeurs parisiens plus particulièrement spécialisés dans la publication de ces chansons, de repérer ceux dont la production fut plus censurée, de voir s'ils furent tous brevetés ou s'ils imprimaient plus ou moins clandestinement, d'étudier leur façon de publier ces chansons, leur production autre, leur influence et leur carrière.

Vanessa Alberti (UMR LISA – Université Pascal Paoli).

*L'apport des archives privées à la connaissance des éditeurs corses*

Etudier des éditeurs à la marge nécessite de s'ouvrir à d'autres sources que les traditionnelles archives publiques. La difficile quête des archives privées commence. Les correspondances, publiées ou non, des notables corses et italiens permettent de découvrir les réseaux du monde culturel de l'île. Les bribes d'archives commerciales (souscription d'ouvrages, factures avec des éditeurs nationaux) apportent de rares mais précieux renseignements sur le circuit du livre.

Philipp Leu (CHCSC, UVSQ).

*La Bibliothèque artistique et littéraire. Pratiques éditoriales et enjeux économiques de la maison d'édition de La Plume*

Créée par Léon Deschamps en 1889, la revue littéraire et artistique *La Plume* offre aux jeunes écrivains, jusqu'alors systématiquement exclus des grandes revues, la possibilité d'être publiés. Un an plus tard, en 1890, Deschamps lance la Bibliothèque Artistique et Littéraire, qui éditera plus de

240 livres, au cours de ses quinze ans d'existence. Parmi les auteurs, on trouve Paul Verlaine, Jean Moréas, Laurent Tailhade, dont les livres étaient publiés selon une formule de souscription, avec un tirage limité à 350 exemplaires. Cette intervention a pour objet de présenter la maison d'édition de *La Plume*. Nous proposons de mettre en lumière son rapport avec la revue, ses stratégies éditoriales, et ses enjeux économiques. L'intervention repose sur notre dépouillement de la correspondance de *La Plume*, transcrite à la Bibliothèque Jacques Doucet. L'analyse de ces lettres, contrats et factures nous offre un regard inédit sur les pratiques éditoriales de la revue.

Olivier Chaïbi (ESPé – UPEC).

### *Les éditeurs de manuels scolaires à l'épreuve de la massification de l'enseignement. Les leçons des faillites au Tribunal du Commerce*

Les travaux d'Alain Choppin sur les manuels scolaires constatent régulièrement qu'en dehors des célèbres maisons d'éditions qui existent encore de nos jours, la plupart sont méconnues. Sans revenir sur les difficultés à définir ce qu'est un manuel scolaire – et a fortiori un éditeur de manuels scolaires – nous pouvons constater que la base « Emmanuelle » mise en ligne par l'INRP depuis 2003 et maintenue par le LARHA et l'IFE aujourd'hui, fait apparaître plusieurs centaines de maisons d'éditions de manuels scolaires au XIXe siècle. S'il semble évident de constater que la massification de l'enseignement avec ses programmes obligatoires pour toute une classe d'âge a conduit à une certaine uniformisation des manuels scolaires et a entraîné ainsi au XXe siècle une concentration au profit de quelques grands éditeurs (Nathan, Bordas, Hachette, Delagrave), on n'en sait pas davantage sur les « petites » maisons qui ont disparu et sur les conditions de ces disparitions. A travers les registres des faillites du Tribunal du Commerce de 1800 à 1914, contenus dans les Archives départementales, notamment celles de la Seine, nous pouvons retrouver d'abord des informations sur les éditeurs de manuels scolaires, tant sur les individus (identité, âge, localité, date de naissance, sexe, origine, etc.) que sur le statut de leur entreprise (type de société, capital, revenus, etc.). Puis de ces informations, il est possible de dégager les conditions de faillite ou dissolution de ces sociétés et d'esquisser les conditions et raisons économiques de la disparition de ces éditeurs.

Louis André (Université Rennes 2).

### *Marchands et fabricants de papier dans le monde du livre au XIXe siècle*

Si la fabrication du papier connaît une industrialisation complète au cours du XIXe siècle qui passe par sa mécanisation puis le renouvellement des matières premières nécessaires à sa fabrication, il reste un élément majeur du coût des publications tout au long du siècle. L'évolution est celle des qualités comme des formats ou de la régularité de la production. Qui sont ces industriels, fabricants et marchands en gros et quels sont leurs rapports avec les imprimeurs et éditeurs ? Fournisseurs multiples et interchangeable ou partenaires engagés ? Si certains sont bien visibles et tiennent leur place au milieu du siècle, qu'en est-il de la majorité ? Marchands et gros et dépositaires sont des intermédiaires essentiels. Quelles sont les sources disponibles pour ce monde de papier. On regardera en particulier l'apport – effectif ? – des archives d'entreprises.

Gilles Feyel (Université Paris II Panthéon-Assas, Institut Français de Presse).

## *Une imprimerie de province, de l'artisanat à l'industrie (1822-1914). Les archives de l'imprimerie Durand, à Chartres (Eure-et-Loir)*

Les archives de l'imprimerie Durand, à Chartres (Eure-et-Loir), permettent de mesurer la lente industrialisation d'une entreprise dont l'activité a dépendu jusqu'en 1870 de son environnement politique. Maître imprimeur libéral, Félix Durand (qui dirige l'atelier entre 1822 et 1864), voit son chiffre d'affaires diminuer lors des deux périodes de réaction, au temps de Villèle et des ultra (1822-1826) et pendant la période autoritaire du Second Empire (1852-1861), pour rebondir et parvenir à des maxima encore jamais atteints avec l'épanouissement du libéralisme à la fin de la Restauration, sous la monarchie de Juillet et pendant la seconde République. Par la suite, libérée des contraintes politiques, l'imprimerie entre dans l'ère industrielle en installant des presses mécaniques, l'énergie vapeur, une clicherie, etc. Les registres de l'imprimerie montrent qu'auparavant occupée de travaux de ville et de commandes administratives, elle l'est surtout par l'impression d'un journal libéral, *Le Glaneur d'Eure-et-Loir* (1830-1851). Par la suite, elle retrouve son dynamisme à la fin du Second Empire, avec l'impression de journaux pour le département mais aussi pour Paris, avant de travailler surtout pour l'édition parisienne. Ces registres permettent aussi de connaître les ouvriers de l'établissement. Peu nombreux dans les premiers temps (6 ou 8, parfois jusqu'à 10 ou 15 en 1848 et 1849), mais seulement 3 à 5 en 1861, 8 ou 9 en 1864, ils se multiplient avec l'industrialisation menée par Georges et Roger Durand : 14 entre 1867 et 1868, 44 en 1895, 98 en 1903, 106 en 1913. La grève ouvrière de janvier 1914 achève de prouver que l'imprimerie est devenue une entreprise industrielle : on disait auparavant "l'atelier", on dit alors "les ateliers" : toute la mutation est là!

Corinne Bouquin (Bibliothèque nationale de France).

## *Le Dictionnaire des imprimeurs lithographes : genèse, structure et évolutions*

En 1817, dans l'arsenal de surveillance des métiers du livre apparaît un brevet d'imprimeur-lithographe sans lequel nul ne peut exploiter cette technique d'impression inventée vingt ans plus tôt en Allemagne. La lithographie connaît un succès rapide, et derrière l'énorme production lithographique du XIXe siècle, il y a tout un monde d'imprimeurs spécialisés. Le *Dictionnaire des imprimeurs lithographes* mis en ligne en décembre 2013 sur le site de l'École nationale des Chartes avec la contribution du Labex CAP, propose de faire connaître à partir de dépouillements des dossiers constitués pour l'obtention du brevet d'imprimeur-lithographe et, après 1870, des simples déclarations d'activité. Cette conférence présentera le contenu du dictionnaire mais également sa réalisation avec les outils utilisés, les étapes suivies et les perspectives qui s'en dégagent.

Marie-Cécile Bouju (Centre de recherches historiques – Université Paris 8).

*Un « Maitron des ouvriers du livre et du papier » : enjeux, méthodologie et perspectives d'un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*

Le Maitron est le surnom donné au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, dirigé par Jean Maitron, dont le premier volume est paru en 1964, édité par les Éditions ouvrières puis les Éditions de l'Atelier. Ce dictionnaire a pour but de rassembler les biographies des hommes et des femmes qui par leur engagement politique, syndical ou social ont tenté d'agir sur la vie économique, politique et sociale des Français, en particulier des ouvriers, de la Révolution française jusqu'à 1968. À partir de cette entreprise, scientifique et militante, se sont greffés d'autres dictionnaires consacrés à certaines catégories socioprofessionnelles dont les ouvriers du livre, entreprise lancée en 2013 et qui s'achèvera en 2018. Ce « Dictionnaire biographique des ouvriers du livre et du papier, XIXe-XXe s. » pose dans son objet même d'importants problèmes de définitions que nous exposerons. Les enjeux d'un tel projet sont partagés par d'autres consacrés l'histoire du mouvement ouvrier mais sont aussi singuliers en raison de l'histoire des arts et industries graphiques. Nous exposerons les sources (archives, imprimés, sources numériques) et les méthodes employées en soulignant leurs singularités par rapport à d'autres projets scientifiques. Enfin, nous exposerons les perspectives scientifiques attendues après la publication de ce dictionnaire.